

SEANCE DU 29 AOÛT 2013

Date de convocation: 22/08 /2013 Nombre de conseillers : En exercice : 13 Présents : 10 Votants : 11
L'an deux mille treize, le vingt neuf août, à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, HUET, BOIVENT, LUCAS, MOIRE, DEVIGNE, HONORÉ, DEGUILLARD, PABOEUF, LINAY.

Absents : Régine LEDREUX , a donné procuration de vote à Valérie HONORÉ
Philippe VIDELOT,
Patrick MESLET,

Secrétaire : Stéfanie PABOEUF

N° 2013-61 DECISION MODIFICATIVE

Cautions

Afin de régler les cautions des 4 téléphones de la mairie, il y a lieu de transférer un montant de 360€ du compte "2315 installat.mat.ouill.techniq". opération 17 extension école au compte 275 Dépôts et cautionnements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- approuve la décision modificative de crédits ci-dessus.

N° 2013-62 LOTISSEMENT LES POIRIERS : RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE ET DESSERTE DU LOTISSEMENT COMMUNAL

M. le Maire rappelle au Conseil qu'il a été décidé précédemment de demander au Cabinet BOURGOIS, Ingénieurs Conseils à Betton, d'étudier, dans le cadre du Syndicat Intercommunal des Eaux de ST AUBIN D'AUBIGNE, Maître d'ouvrage, les travaux de renforcement du réseau sur l'ancienne RD106 et desserte du Lotissement Communal.

Il indique à l'Assemblée que ces travaux, évalués à la somme de 61 900 HT, base juillet 2013, sont, conformément à la réglementation syndicale, entièrement à la charge de la Commune, sur le budget du Lotissement.

Le paiement interviendra par virement au compte du Syndicat à la Caisse de Monsieur le Trésorier du Syndicat – Percepteur de St Aubin d'Aubigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur présentation d'un mémoire de travaux. Le décompte définitif de la dépense sera, quant à lui, arrêté après la réalisation de l'ensemble de l'opération et sera communiqué en même temps que la demande de règlement du solde.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, après en avoir délibéré :

- Adopte l'étude chiffrée du Cabinet BOURGOIS,
- Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires pour constituer le financement,
- S'engage à rembourser le montant de la dépense au Syndicat Intercommunal de St Aubin d'Aubigné.
- S'engage à imputer le montant de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget communal au titre desdits travaux.

N° 2013-63 LOTISSEMENT LES POIRIERS : CONVENTION DE DESSERTE GAZ NATUREL

M. le Maire fait part à l'Assemblée de la réception d'une convention entre la Commune de St Médard sur Ille et GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE. Cette convention de desserte Gaz Naturel concerne le lotissement communal « Les Poiriers » et doit permettre de faire bénéficier les futurs acquéreurs des lots, de la possibilité de se raccorder aisément au réseau de distribution de gaz naturel.

La convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières et concerne l'ensemble des lots du Lotissement :

La Commune de St Médard sur Ille participera à hauteur de 886 € HT et fournira la sur-largeur de tranchée à l'intérieur du lotissement. GrDF prendra en charge le financement et la réalisation des travaux en amont des Ouvrages à l'intérieur de la zone du Lotissement à hauteur de 29 140 € HT. GrDF s'engage à verser à la Commune de St Médard sur Ille une participation financière de 45 € par lot.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'autoriser M. le Maire à signer la Convention de Desserte en gaz naturel du Lotissement Communal « Les Poiriers » avec GrDF.

N° 2013-64 CONVENTION (poste+ligne) ERDF / COMMUNE DE SAINT-MEDARD SUR ILLE (parcelle n°ab 284)

Une convention de servitudes entre la commune de St Médard sur Ille et ERDF est nécessaire afin de permettre l'installation d'une ligne électrique souterraine et d'un poste de transformation électrique sur la parcelle AB 284 appartenant à la commune et située à proximité de la salle de sports.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- autorise Monsieur Le Maire à signer la convention entre la commune de St Médard sur Ille et ERDF.

N° 2013-65 CONVENTION ENTRE LA MAIRIE ET ONE MEGA SOLAR POUR UNE AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LA TOITURE DE LA SALLE DES SPORTS POUR UNE INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE

La commune de Saint-Médard sur Ille souhaite promouvoir les énergies renouvelables et être exemplaire sur son patrimoine. L'installation du solaire photovoltaïque est réalisable sur certaines toitures de bâtiments communaux.

Compte tenu de l'importance des investissements nécessaires à la réalisation de tels projets, la commune de Saint-Médard sur Ille a souhaité faire appel à un professionnel technique et financier du secteur photovoltaïque pour l'étude, la réalisation et l'exploitation de centrales photovoltaïques raccordées au réseau sur son patrimoine bâti.

Ainsi, la commune de Saint-Médard sur Ille met à disposition de ONE MEGA SOLAR la toiture de sa salle de sports afin d'y installer un ensemble d'équipements photovoltaïques de production d'électricité à partir de l'énergie radiative du soleil. Cet équipement est destiné à être raccordé au réseau public de distribution d'électricité en vue d'une commercialisation par ONE MEGA SOLAR de l'autorisation de l'électricité ainsi produite.

Une convention d'autorisation d'occupation temporaire doit être signée entre One Mega Solar et la commune afin de définir les obligations et devoirs de chacune des parties.

35

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- autorise Monsieur le Maire à signer la convention entre la commune de St Médard sur Ille et ONE MEGA SOLAR.

N° 2013-66 PARTICIPATION POUR EXTENSION DE RESEAU BASSE TENSION « LES PREAUX »

L'implantation de l'habitation de M. et Mme LAURET Jean-Pierre, propriétaires d'un terrain constructible, nécessite une extension du réseau électrique d'une longueur d'environ 218 mètres sur la voie publique au lieu dit « les Préaux ». Le montant de la participation à ces travaux est estimé à 4860 €.

M. le Maire rappelle la délibération du Conseil Municipal en date du 19 juin 2006 instituant la participation pour voirie et réseaux à St Médard sur Ille. Cette participation permet de percevoir des propriétaires de terrains constructibles nouvellement desservis une contribution à tout ou partie du financement des travaux.

Considérant le montant estimé à 4860 € de la contribution aux travaux d'extension, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

- d'engager la réalisation des travaux d'extension du réseau électrique au lieu dit « les Préaux »
- de fixer à 100% la part du coût mis à la charge des propriétaires fonciers.

M. le Maire est chargé d'émettre l'avis de recouvrement correspondant et de régler cette somme au Syndicat départemental d'Energie 35 qui finance les travaux.

N° 2013-67 DEMANDE DE SUBVENTION POUR ACHAT DE LIVRES DE BIBLIOTHEQUE

Le Conseil Municipal a programmé au budget 2013 l'achat de livres de bibliothèque pour un montant de 3 500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- sollicite auprès de la Communauté de Communes du Val d'Ille (EPCI concerné dans le cadre du contrat de territoire) l'attribution d'une subvention pour l'achat de livres en 2013 à la bibliothèque de St Médard s/Ille.

N° 2013-68 MODIFICATION DE L'EMPLOI D'ADJOINT D'ANIMATION 2ème CLASSE NON-TITULAIRE POUR LES MERCREDIS ET LES PETITES VACANCES SCOLAIRES (EMPLOI N°1)

En raison d'une modification de la répartition des heures de travail des futurs animateurs de l'ALSH, la délibération N°2013-51 du 25/06/2013 est modifiée comme suit.

M. le Maire propose de créer, pour la période du 4 septembre 2013 au 2 juillet 2014, un 36
emploi d'adjoint d'animation 2^{ème} classe, sur une base hebdomadaire de 15,24/35^{ème} au 1er
échelon du grade.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la création d'un emploi d'adjoint d'animation suivant la proposition ci-dessus.
- Autorise M. le Maire à signer le contrat d'emploi

N° 2013-69 **ALSH : REGLEMENT INTERIEUR ANNEE SCOLAIRE 2013/2014**

M. Le Maire présente au Conseil le nouveau règlement intérieur de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement pour l'année scolaire 2013/2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le règlement intérieur de l'ALSH pour l'année scolaire 2013/2014.

DEMANDE DE STAGE EN ALTERNANCE – BTS GESTION ET PROTECTION DE LA NATURE

M. le Maire informe le Conseil de la demande d'une étudiante pour effectuer un stage de BTS en alternance sur 2 ans. Il s'agit d'un projet de formation professionnelle. Le programme prévoit 27 semaines de stage et 20 semaines de cours. Le domaine professionnel comprend des connaissances scientifiques, techniques, économiques et réglementaires liées à la gestion de la nature et la démarche d'aménagement et de valorisation des espaces naturels.

Après discussion, le Conseil Municipal, propose d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les exigences du stage et de prendre contact avec la Communauté de Commune du Val d'Ille afin d'examiner le projet de cette étudiante.

SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) - INFORMATION AVANT AVIS

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des documents mis en place par la Loi sur l'Eau de 1992. Ces documents sont issus de la concertation locale et ont une portée réglementaire. Le périmètre du SAGE Ille et Vilaine est constitué de l'intégralité du bassin versant de la Vilaine. Le premier principe du SAGE est la restauration et la protection de la qualité de l'eau potable.

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Vilaine a adopté le projet de SAGE afin qu'il soit soumis à l'avis notamment des collectivités.

Un exemplaire sous forme de CD-Rom est à disposition à la mairie pour consultation. Ces mêmes documents sont téléchargeables sur le site <http://www.sagevilaine.fr/>

M. le Maire informe le Conseil que l'avis de la collectivité doit intervenir dans un délai de 4 mois.

REPRESENTATION AU SEIN DU SMICTOM

37

M. Bernard BOIVENT, adjoint, présente au Conseil le courrier reçu du SMICTOM à la Communauté de Communes du Val d'Ille. Ce courrier fait part de la réflexion qui s'engage au niveau du SMICTOM des Forêts. Dans le cadre de la réforme territoriale, des consultations ont montré le souhait d'assurer une cohérence de périmètre entre syndicats et EPCI. Ceci permettrait de simplifier considérablement la gestion administrative et comptable de l'EPCI, du Syndicat et du receveur du Trésor Public.

La Communauté de Communes du Val d'Ille demande de mettre en débat cette question car la représentation au sein du SMICTOM ne pourra évoluer qu'après accord préalable des communes pour autoriser le Val d'Ille à valider un nouveau mode de représentation.